

**Questions/réponses
sur les modalités de retour financier pour l'Etat**

Applicables aux appels à projets du FSN publiés de décembre 2010 à février 2011

Q.1 : Le § 3.1 « Aides aux projets de R&D »¹ prévoit que les propositions de retour financier puissent prendre la forme consistant à spécifier qu'une part du financement est demandée sous forme d'avance remboursable en cas de succès. Comment une telle proposition doit-elle être formulée par les partenaires de projets ?

Cette proposition doit figurer dans la section « Intéressement de l'Etat » de la « fiche de présentation de l'entreprise et de justification de la demande d'aide » jointe au dossier de soumission.

Elle se formule simplement comme la part (exprimée en %) de l'aide totale qui fait l'objet du financement sous forme d'avance remboursable en cas de succès (le reste du financement se faisant sous forme de subvention).

En particulier, il n'y a pas lieu d'opérer une ventilation des dépenses éligibles entre celles relevant du financement sous forme d'avance remboursable en cas de succès et celles relevant du financement sous forme de subvention.

Par contre, la proposition devra contenir un ou des échéanciers de remboursement de l'avance remboursable calculés en fonction de un ou plusieurs scénarios économiques (scénario médian, scénario de franc succès et scénario d'échec relatif par exemple). Les hypothèses de construction de ces échéanciers devront être précisées.

Q.1bis : Quel est le taux d'aide sur les avances remboursables ?

Du fait notamment des taux plafonds mentionnés au dernier alinéa du § 3.1, il convient de raisonner non pas sur un taux d'aide appliqué aux avances remboursables, mais sur le taux d'aide global (taux appliqué au montant total de l'assiette), dont les modalités de calcul sont précisées dans la réponse à la question Q.2 ci-dessous.

Q.1ter : Le § 3.1 « Aides aux projets de R&D » prévoit que les propositions de retour financier puissent consister à assortir le financement de la définition de redevances sur le chiffre d'affaires découlant, le cas échéant, des résultats du projet. Comment une telle proposition doit-elle être formulée par les partenaires de projets ?

Cette proposition doit également figurer dans la section « Intéressement de l'Etat » de la « fiche de présentation de l'entreprise et de justification de la demande d'aide » jointe au dossier de soumission.

L'appel à projets précise que « ces redevances, versées à l'Etat, seront établies sur la base de simulations issues d'un scénario économique réaliste ». Par ailleurs, cette modalité de retour financier doit être « aisément formulable et traçable ».

¹ § 3.2 pour le cahier des charges de l'AAP « e-santé – santé et autonomie sur le lieu de vie grâce au numérique »

A titre indicatif, une entreprise partenaire d'un projet pourra présenter une proposition comportant :

- la définition, notamment en termes de produits concernés, de la part additionnelle de son chiffre d'affaires (ventes de produits et/ou de licences de propriété intellectuelle) qui découle des résultats du projet, en précisant la période associée ;
- un ou plusieurs échéanciers présentant les prévisions de chiffres d'affaires associés (avec explicitation du scénario économique associé à chaque estimation) ;
- un taux de redevance applicable à ce chiffre d'affaires et ses modalités de calcul (% du CA, redevance par produit, royalties...);
- un ou plusieurs échéanciers de versement des redevances correspondant aux différents scénarios économiques associés.

Q.2 : Le § 3.1 « Aides aux projets de R&D » prévoit que les propositions de retour financier puissent consister à spécifier qu'une part du financement est demandée sous forme d'avance remboursable en cas de succès ou à assortir le financement de la définition de redevances sur le chiffre d'affaires découlant, le cas échéant, des résultats du projet. Comment le montant total de l'aide attribuée au partenaire sera-t-il calculé dans ces différents cas de figure ?

L'analyse sera basée sur le retour financier estimé pour l'Etat :

- dans le cas de figure où le retour financier consiste en ce qu'une part du financement soit demandée sous forme d'avance remboursable en cas de succès, le retour financier estimé correspond au financement demandé sous forme d'avance remboursable en cas de succès ;
- dans le cas de figure où le retour financier consiste à assortir le financement de la définition de redevances sur le chiffre d'affaires découlant, le cas échéant, des résultats du projet, le retour financier estimé correspond à la somme actualisée des redevances prévues dans le cas d'un scénario économique médian.

Ces deux types de retour financier estimé peuvent, le cas échéant, être cumulés pour un même partenaire.

Le taux global de l'aide, appliqué au montant total de l'assiette, pourra alors faire l'objet, par rapport au taux de référence (tel que défini au 1^o alinéa du § 3.1), d'une bonification² :

- proportionnelle au ratio du retour financier estimé par rapport à l'aide totale ;
- dont le plafond (découlant du dernier alinéa du § 3.1) est atteint dès que ce ratio est de 2/3 pour les grands groupes et les entreprises de taille intermédiaire et de 1/3 pour les PME.

Voir graphiques ci-après.

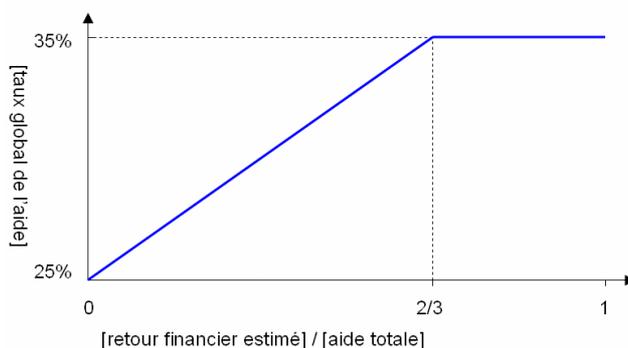
Il est par ailleurs rappelé que le niveau du retour financier proposé par les entreprises partenaires constitue un critère de sélection des projets. En particulier, les propositions de retour financier allant au-delà d'un ratio de 2/3 (respectivement 1/3 pour les PME) de l'aide seront prises en compte favorablement au titre de ce critère.

² Le taux global de l'aide sera ainsi calculé en retenant la plus petite des 3 valeurs suivantes :

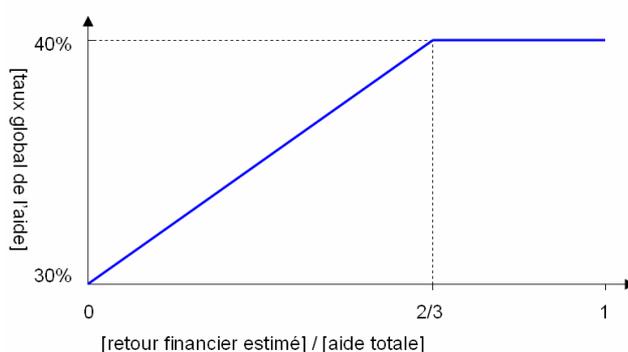
- $[\text{taux de référence}] + 15\% \times [\text{retour financier estimé}] / [\text{aide totale}]$
- $[\text{taux de référence}] + 10\%$
- 50%.

Principes d'évolution du taux d'aide global maximum en fonction du retour financier estimé

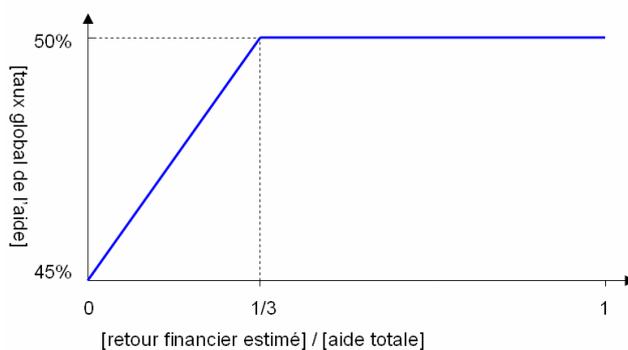
Cas d'une grande entreprise :



Cas d'une ETI :



Cas d'une PME :



A titre d'exemples :

- une entreprise de taille intermédiaire demandant que 40% de l'aide totale fassent l'objet d'un financement sous forme d'avance remboursable en cas de succès pourra bénéficier d'un taux d'aide global maximum de $36\% = (30\% + 15\% \times 40\%)$; sur une assiette de 100 €, on aura alors un plan de financement comprenant 64 € de contribution privée, 14,4 € d'avances remboursables et 21,6 € de subventions.
- une PME ne proposant pas de retour financier pourra bénéficier d'un taux d'aide global maximum de $45\% = (45\% + 15\% \times 0\%)$; sur une assiette de 100 €, on aura alors un plan de financement comprenant 55 € de contribution privée et 45 € de subventions.
- une grande entreprise demandant que 67% de l'aide totale fassent l'objet d'un financement sous forme d'avance remboursable en cas de succès pourra bénéficier d'un taux d'aide global maximum de $35\% = (25\% + 15\% \times 2/3)$; sur une assiette de 100 €, on aura alors un plan de financement comprenant 65 € de contribution privée, 23,4 € d'avances remboursables et 11,6 € de subventions.